



© DR

## Rozenn Merrien

Présidente de l'Andev

Rozenn Merrien est directrice de l'Enfance pour la Ville de Saint-Denis (93) et présidente de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev, [www.andev.fr](http://www.andev.fr)). Elle nous livre ici son sentiment sur le Plan mercredi, sur les faiblesses de ce dispositif et sur les besoins du secteur de l'animation.

# « Soutenir les collectivités les moins outillées. »

**Le Journal de l'Animation : Seulement quelque 2 100 Plans mercredi étaient validés en juin dernier... La tendance a-t-elle changé ?**

**Rozenn Merrien :** Je ne suis pas sûre que la tendance ait changé. Comme l'a souligné le rapport du Conseil d'orientation des politiques jeunesse, les plus de 4 000 communes couvertes en juin dernier par un Plan mercredi étaient issues des strates moyennes et supérieures. De même, le milieu rural était peu représenté... Ce dernier point est même l'un des grands enjeux à venir du ministère, à savoir amener les petites communes, celles qui sont le moins outillées, à investir ce dispositif.

Ce petit nombre de communes et de collectivités engagées dans le Plan mercredi est en partie dû aux délais. Beaucoup d'entre elles n'ont pas eu le temps de s'inscrire avant la date butoir qui était fixée en décembre 2018. Elles n'ont eu que quelques mois pour écrire leur projet, mobiliser les partenaires territoriaux

ainsi qu'adosser le Plan mercredi à leur projet éducatif de territoire. Seules les collectivités disposant d'une ingénierie solide et possédant une véritable culture partenariale ont été en mesure de le faire.

**JDA : N'y a-t-il pas d'autres raisons qui expliquent ce faible engouement ?**

**Rozenn Merrien :** Beaucoup d'élus cherchent l'utilité de ce dispositif. Les principaux axes de la charte de qualité du dispositif sont déjà mentionnés dans un projet éducatif de territoire : l'articulation des activités périscolaires avec les enseignements, la qualité des activités, l'ancrage du projet dans le territoire... même l'accessibilité et l'inclusion de tous les enfants se retrouvent dans presque tous les Pedt. Le Plan mercredi ne constitue donc pas un apport fondamental. Le financement aurait pu être incitatif, mais il n'a pas répondu aux attentes. Déjà, nous avons longtemps été dans l'incertitude et dans le flou : les modalités de financement n'ont été assurées qu'en



novembre et, ne sont pas à la hauteur de l'ambition visée par le dispositif. Les aides, bien en deçà de celles proposées lors de la réforme des rythmes, ne concernent que les nouvelles heures d'activités créées pour de nouveaux enfants... En général, il est impossible d'en bénéficier ou alors ces aides représentent un gain minime. Le passage à la semaine de quatre jours et demi avait mené à une augmentation de la fréquentation des structures de loisirs. Depuis le retour aux quatre jours, on enregistre une baisse significative de la fréquentation.

La mise en place du Plan mercredi représente même une perte d'argent pour beaucoup. En effet, malgré la disparition du fonds de soutien, les communes ayant opté pour le retour à quatre jours ne se sont pas désengagées, notamment sur les territoires où il y a eu un véritable effort éducatif. On a souvent choisi de poursuivre la dynamique éducative engagée et de conserver une grande part de ces nouvelles activités périscolaires.

#### JDA : Pourquoi des collectivités ont mis en œuvre un Plan mercredi ?

**Rozenn Merrien :** Le Plan mercredi est une annexe du Pédet qui, rappelons-le, mobilise un territoire et qui concrétise une ambition éducative partagée. Il confirme cette ambition en proposant d'autres activités de qualité et surtout, ce point n'est pas à négliger, il œuvre pour la reconnaissance des métiers de l'animation et des animateurs comme des acteurs éducatifs à part entière. On peut percevoir le retour à la semaine de quatre jours comme un retour en arrière. Par exemple, les taux d'encadrement ont été assouplis dans le cadre du dispositif, mais il faut savoir que toutes les communes ne les appliquent pas et que certaines sont restées sur les anciens taux. Ainsi, elles s'engagent et se positionnent en réaction à l'État. Ces dernières années, il

y a eu un réel travail éducatif d'accomplir et les animateurs y ont contribué. C'est pourquoi les collectivités ont intérêt à valoriser ces professionnels, à leur donner des moyens et à reconnaître la qualité de leurs actions.

#### JDA : Comment donner au Plan mercredi sa véritable dimension ?

**Rozenn Merrien :** Il faudrait soutenir les collectivités les moins outillées, par exemple, en s'appuyant sur les fédérations d'éducation populaire. C'est d'ailleurs ce qu'envisage le ministère... Ensuite, il faudrait que les conditions de financement soient à la hauteur des ambitions du Plan. C'est un point non négligeable. De manière plus globale, je note surtout que de nombreux autres points en lien avec le Pédet n'ont pas avancé, comme la mise en place de temps de travail ou de formation partagés entre les différents acteurs éducatifs. Il en existe, mais, hormis dans le cas des enseignants et des Atsem, ils sont toujours initiés et organisés au niveau local. Il faudrait impulser des formations au niveau national qui mêleraient enseignants et animateurs autour de thématiques éducatives communes. Ensuite, il y a le sujet de la formation initiale des animateurs. Il serait opportun de proposer dès la fin de la classe de troisième un tronc commun aux jeunes qui ont envie de travailler dans le secteur de l'animation, afin qu'ils acquièrent les valeurs et les compétences inhérentes au métier. À l'heure actuelle, on pousse ces jeunes à suivre le cursus classique avant de les inviter après le bac à passer un Bpjeps si, bien entendu, ils parviennent à trouver un financement. Il faut voir le Plan mercredi comme une réaffirmation des ambitions éducatives d'un territoire et un pas vers l'avenir. Et, lorsque Jean-Michel Blanquer l'avait présenté, nous l'avions bel et bien considéré comme une touche d'espoir... ▀



*Les principaux axes de la chartre de qualité du Plan mercredi sont très semblables à ceux d'un Pédet, ce qui explique que de nombreux élus ne voient pas l'intérêt de le mettre en place.*

**Propos recueillis par Florent Contassot**